

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
de Paris**

N° 1421761/5-3

M. Pierre EVESQUE

Mme Manokha
Rapporteur

M. Simonnot
Rapporteur public

Audience du 1^{er} juillet 2015
Lecture du 15 juillet 2015

36-05-04-02
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Paris

(5^{ème} section, 3^{ème} chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 29 septembre 2014, et des mémoires complémentaires, enregistrés le 13 avril 2015, le 4 juin 2015 et le 10 juin 2015, M. Pierre Evesque demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision n° 483403 du 15 juillet 2014 par laquelle le président du Centre national de la recherche scientifique a annulé la décision n° 411560 du 17 mai 2013 le plaçant en congé de longue maladie ;

2°) d'annuler la décision n° 483410 du 15 juillet 2014 par laquelle le président du CNRS l'a placé en congé de longue maladie du 21 mai au 20 novembre 2013 ;

3°) de condamner le CNRS à lui verser une somme de 30 000 euros sauf à parfaire au titre des troubles dans les conditions d'existence consécutifs à l'exclusion dont il fait l'objet ;

4°) de mettre à la charge du CNRS une somme de 3000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- la requête dirigée contre deux décisions distinctes est recevable car ces décisions présentent entre elles un lien suffisant ;
- la décision n° 483410 méconnaît l'autorité de chose jugée attachée au jugement du tribunal administratif de céans du 2 juillet 2014 ;
- le délai de quatre mois permettant le retrait de la décision du 17 mai 2013 était expiré ;
- la décision n° 411560 ne pouvait être retirée car elle avait perdu son objet ;

- les décisions attaquées n'ont pas été précédées d'un avis motivé du comité médical spécial ni du comité médical supérieur ; l'avis du comité médical du 15 mai 2013 est dépourvu de motivation ; ceci méconnaît la liberté fondamentale d'exercer librement une activité professionnelle sans que l'administration y fasse entrave ainsi que la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- les conditions posées par la loi pour que l'administration puisse placer un agent en position de congé de longue maladie ne sont pas réunies ;
- la décision n° 483410 est entachée d'erreur manifeste d'appréciation ;
- il a subi du fait de ces illégalités un préjudice de notoriété, un préjudice professionnel, un préjudice moral et des troubles dans les conditions d'existence ;

Par un mémoire en défense, enregistré le 10 mars 2015, le CNRS conclut au rejet de la requête et demande la condamnation de M. Evesque à lui verser une somme de 500 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- le requérant se borne à de pures affirmations à caractère péremptoire mais n'apporte aucun début de preuve des prétendus faits de harcèlement moral dont il fait état ;
- les conclusions indemnitaires sont irrecevables en l'absence de demande indemnitaire préalable ;
- contrairement à ce que soutient la requérant, la décision n° 483410 n'est pas identique à celle du 17 mai 2013 qui a fait l'objet d'une annulation contentieuse mais se fonde sur l'avis du comité médical supérieur confirmant l'avis initial du comité médical spécial du CNRS ;
- en tout état de cause, l'annulation éventuelle de la décision n° 483403 ne saurait rejaillir sur la légalité de la décision n° 483410 ;
- l'avis du comité médical supérieur, qui ne constitue pas une décision défavorable et ne fait pas grief, n'a pas à être motivé ; contrairement à ce que soutient M. Evesque, le comité médical supérieur a été saisi pour avis conformément à sa demande ;
- il remplissait les conditions permettant son placement en congé de longue maladie ;

Les parties ont été informées, par application des dispositions de l'article R. 611-7 du code de justice administrative, de ce que le jugement était susceptible d'être fondé sur un moyen relevé d'office, tiré de ce que la décision n° 483403, qui présente un caractère superfétatoire et est dépourvue de tout effet juridique, est insusceptible de recours et de ce que le requérant n'a pas intérêt à agir contre cette décision.

Par une ordonnance du 12 juin 2015 prise sur le fondement des articles R. 611-11-1 et R. 613-1 du code de justice administrative, la clôture de l'instruction a été fixée au 12 juin 2015.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983,
- la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984,
- le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982,
- le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984,
- le décret 86-442 du 14 mars 1986,
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Manokha,
- les conclusions de M. Simonnot, rapporteur public,

1. Considérant que M. Evesque est directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) depuis 1993 ; que par note du 24 octobre 2012, le directeur régional d'Ile-de-France Ouest et Nord et Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a sollicité un examen médical de M. Evesque auprès du comité médical en vue de déterminer si son état de santé justifiait l'attribution d'un congé de longue maladie d'office ; que M. Evesque a, dans ce cadre, été examiné par un premier médecin qui a remis un rapport le 18 janvier 2013 concluant à l'octroi à l'intéressé d'un congé de longue maladie de trois mois ; que le comité médical réuni le 15 mai 2013 a conclu qu'il y avait lieu d'attribuer à M. Evesque un congé de longue maladie de six mois ; que par une décision du 17 mai 2013, le président du CNRS l'a placé en congé de longue maladie d'office pour une durée de six mois du 21 mai 2013 au 20 novembre 2013 ; que par un jugement du 2 juillet 2014, le tribunal administratif de céans a annulé la décision du 17 mai 2013 et condamné le CNRS à verser à M. Evesque une somme de 2000 euros en réparation de ses préjudices ; que par une décision n° 483403 du 15 juillet 2014, le délégué régional de la délégation Ile-de-France Ouest et Nord du CNRS a annulé la décision n° 411560 plaçant M. Evesque en congé de longue maladie à compter du 21 mai 2013 ; que par une décision n° 483410, à la suite de l'avis rendu par le comité médical supérieur en date du 25 février 2014, le CNRS a à nouveau placé M. Evesque en congé de longue maladie pour une durée de six mois du 21 mai 2013 au 20 novembre 2013 ; que par un jugement n° 14PA03240-14PA03243 du 16 avril 2015, la cour administrative d'appel de Paris a annulé le jugement du 2 juillet 2014 et rejeté les demandes présentées par M. Evesque ; que par sa requête, M. Evesque demande l'annulation des décisions n° 483403 et 483410 du 15 juillet 2014 ainsi que la condamnation du CNRS à lui verser une somme de 30 000 euros en réparation de ses préjudices ;

Sur les conclusions aux fins d'annulation de la décision n° 483403 du 15 juillet 2014 :

2. Considérant qu'alors que la décision n° 411560 du 17 mai 2013 plaçant M. Evesque en congé de longue maladie pour une durée de six mois a été annulée par un jugement du tribunal administratif de céans du 2 juillet 2014, la décision n° 483403 du 15 juillet 2014, qui se borne à annuler cette même décision, ne fait pas grief au requérant ; que M. Evesque, qui ne justifie dès lors d'aucun intérêt à agir contre cette décision, n'est donc pas recevable à en demander l'annulation ; que par suite, les conclusions de M. Evesque dirigées contre cette décision doivent être rejetées ;

Sur les conclusions aux fins d'annulation de la décision n° 483410 du 15 juillet 2014 :

3. Considérant, en premier lieu, que M. Evesque soutient que cette décision serait illégale au motif qu'elle n'aurait pas été précédée d'un avis motivé du comité médical et du comité

médical supérieur ; qu'aux termes de l'article 7 du décret du 17 mars 1986 : « *Les comités médicaux sont chargés de donner à l'autorité compétente, dans les conditions fixées par le présent décret, un avis sur les contestations d'ordre médical qui peuvent s'élever à propos de l'admission des candidats aux emplois publics, de l'octroi et du renouvellement des congés de maladie et de la réintégration à l'issue de ces congés* » ; qu'aux termes de l'article 9 de ce décret : « *Le comité médical supérieur, saisi par l'autorité administrative compétente, soit de son initiative, soit à la demande du fonctionnaire, peut être consulté sur les cas dans lesquels l'avis donné en premier ressort par le comité médical compétent est contesté.* » ; que l'avis du comité médical, tout comme l'avis du comité médical supérieur, qui ne lient pas l'administration, ne présentent pas le caractère de décisions et ne sont, en tout état de cause, pas au nombre des décisions qui doivent être motivées en application de la loi du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs ; que le moyen tiré du défaut de motivation de l'avis du comité médical et de l'avis du comité médical supérieur au vu desquelles ont été pris la décision attaquée, ou de leur inexistence en raison de ce défaut, doivent par suite être écartés ;

4. Considérant, en deuxième lieu, que les moyens tirés de la méconnaissance de la « liberté fondamentale d'exercer librement une activité professionnelle sans que l'administration y fasse entrave » ainsi que de la méconnaissance de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui ne sont pas assortis de précisions suffisantes permettant d'en apprécier la portée et le bienfondé, doivent être écartés ;

5. Considérant, en troisième lieu, que M. Evesque soutient que la décision attaquée méconnaîtrait l'autorité de la chose jugée attachée au jugement du tribunal administratif de céans du 2 juillet 2014 ; que toutefois, en tout état de cause, par un arrêt du 16 avril 2015, la cour administrative d'appel de Paris a annulé ce jugement, qui n'est donc pas revêtu de l'autorité de la chose jugée ; que par suite, le moyen tiré de la méconnaissance de l'autorité de la chose jugée attachée à ce jugement doit être écarté ;

6. Considérant, en quatrième lieu, qu'aux termes de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée : « *Le fonctionnaire en activité a droit : (...) 3° A des congés de longue maladie d'une durée maximale de trois ans dans les cas où il est constaté que la maladie met l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, rend nécessaire un traitement et des soins prolongés et qu'elle présente un caractère invalidant et de gravité confirmée. (...)* » ;

7. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, et notamment du rapport du 18 janvier 2013 du premier médecin ayant examiné M. Evesque, que ce dernier se trouve dans une situation de grande souffrance psychologique, traduisant un symptôme dépressif, et que son comportement, qui s'est traduit par plusieurs esclandres, a généré une situation très tendue au sein du laboratoire et l'incompréhension de la hiérarchie et de ses collègues ; que le compte rendu de la réunion du comité médical du 15 mai 2013 indique que M. Evesque témoigne d'une souffrance psychologique dont il reconnaît lui-même l'intensité et d'un état d'épuisement intellectuel, confirmant le diagnostic de syndrome dépressif, et que cet état est constitutif d'une pathologie invalidante et de gravité confirmée nécessitant des soins prolongés et le rendant temporairement inapte à l'activité professionnelle ; que lors de sa séance du 25 février 2014, le comité médical supérieur saisi par M. Evesque a confirmé l'avis du comité médical favorable au placement de M. Evesque en congé de longue maladie d'office pour une durée de six mois ; qu'au vu de l'avis du comité médical du 15 mai 2013 et de l'avis du comité médical supérieur du

25 février 2014, le CNRS ne peut être regardé comme ayant entaché sa décision du 15 juillet 2014 d'erreur de droit ni d'erreur manifeste d'appréciation en estimant que M. Evesque n'était pas en état provisoirement d'assumer ses fonctions et en le plaçant pour cette raison pour une durée de six mois en congé de longue maladie d'office ;

8. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les conclusions dirigées contre la décision n° 483410 du 15 juillet 2014 doivent être rejetées ;

Sur les conclusions indemnitaires :

9. Considérant qu'aux termes de l'article R. 421-1 du code de justice administrative :
« *Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (...)* » ;

10. Considérant que dans son mémoire en défense enregistré le 10 mars 2015, le CNRS oppose à titre principal l'absence de demande indemnitaire préalable formée par M. Evesque ; qu'il ne ressort en effet pas des pièces du dossier que M. Evesque aurait saisi le CNRS d'une demande d'indemnisation préalable de nature à lier le contentieux ; que par suite, ses conclusions indemnitaires ne peuvent, en tout état de cause, qu'être rejetées ;

Sur les conclusions aux fins d'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

11. Considérant qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de M. Evesque la somme que demande le CNRS au titre des frais qu'il a exposés dans la présente instance pour sa défense ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La requête susvisée de M. Evesque est rejetée.

Article 2 : Les conclusions présentées par le Centre national de la recherche scientifique sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. Evesque et au Centre national de la recherche scientifique.

Délibéré après l'audience du 1^{er} juillet 2015, à laquelle siégeaient :

M. Duboz, président,
Mme Manokha, premier conseiller,
M. Le Broussois, premier conseiller,

Lu en audience publique le 15 juillet 2015.

Le rapporteur,

Le président,

B. MANOKHA

C. DUBOZ

Le greffier,

R. LALLEMAND

La République mande et ordonne à la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.